

VD_GERICHTE PE12.015918 vom 17. April 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-04-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE12.015918

FR: VD_GERICHTE PE12.015918 du 17 avril 2014

IT: VD_GERICHTE PE12.015918 del 17 aprile 2014

Erwägungen

E. 2

Le recourant soutient qu'il ne s'est pas présenté à l'audience du 17 avril 2014 car il n'avait pas reçu d'autorisation de sortie de la part de l'établissement pénitentiaire de Witzwil, ce dont il a informé le procureur en sollicitant la fixation d'une nouvelle date de comparution mais en vain. a) En vertu de l'art. 354 al. 1 let. a CPP, le prévenu peut former opposition contre l'ordonnance pénale devant le Ministère public, par écrit et dans les 10 jours. L'art. 355 al. 2 CPP règle de manière spécifique le défaut de celui qui a formé opposition dans ce cas: si l'opposant, sans excuse, ne se présente pas à une audition malgré une citation, son opposition est réputée retirée. Ainsi, contrairement à ce que prévoit l'art. 205 CPP, le défaut peut, en vertu de l'art. 355 al. 2 CPP, aboutir à une perte de toute protection juridique, nonobstant le fait que l'opposant ait précisément voulu une telle protection en formant opposition. Dans ce contexte et malgré une opposition valable, l'ordonnance pénale acquiert autorité de la chose jugée (Gilliéron/Killias, in: Kuhn/Jeanneret (éd.), Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 2 ad art. 355 CPP). Ainsi, et pour autant que les conséquences du défaut aient été dûment portées à la connaissance de l'opposant lors de la citation à comparaître (art. 201 al. 2 let. f CPP), dont l'opposant doit avoir eu une connaissance effective, et que la décision prenant acte du retrait de l'opposition comporte l'indication de la voie de droit et du délai de recours (art. 81 al. 1 let. d CPP), le défaut de l'opposant à l'audience a un effet péremptoire sur ses droits (cf. TF 6B_152/2013 du 27 mai 2013, c. 4.4 et 4.5; TF 6B_908/203 du 20 mars 2014, c. 2.5).

- 5 - b) En l'occurrence, le recourant ne s'est pas présenté à l'audience du 17 avril 2014 à laquelle il avait pourtant été valablement cité à comparaître par mandat du 19 mars 2014, lequel comportait une indication claire des conséquences d'un éventuel défaut. Certes, le 25 mars 2014, B. _____ a sollicité le report de cette audience, en informant le procureur qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de se rendre à cette convocation de la part de la direction de son établissement pénitentiaire. Le procureur lui a toutefois répondu le 2 avril 2014 que son transfert dans le canton de Vaud en vue de l'audience avait été organisé par la police cantonale vaudoise, en lien avec l'établissement pénitentiaire, raison pour laquelle le procureur n'a pas donné suite à la demande de report d'audience formulée par le recourant. En réalité, B. _____ a refusé de monter dans le véhicule prévu pour son transfert (PV op., p. 4). Le rapport produit à l'appui du recours ne permet au demeurant pas de conclure que ce transfert était contre-indiqué médicalement. Dans ces circonstances, c'est à juste titre que le procureur a pris acte du retrait de l'opposition et constaté que l'ordonnance pénale du 17 février 2014 était exécutoire.

E. 3

En définitive, le recours, manifestement mal fondé, doit être rejeté sans autres échanges d'écritures (art. 390 al. 2 CPP) et l'ordonnance du 17 avril 2014 confirmée. Les frais de la

procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 550 fr. (art. 20 al. 1 TFJP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

- 6 - Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance du 17 avril 2014 est confirmée. III. Les frais de la procédure de recours, par 550 fr. (cinq cent cinquante francs), sont mis à la charge du recourant. IV. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - M. B. _____, - D. _____ SA, - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois, par l'envoi de photocopies.

- 7 - Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.